Comment le personnel hospitalier perçoit les Roms

01/12/2012 à 9h58

Une chercheuse a enquêté sur la relation parfois compliquée entre les soignants et les patients roms. Des témoignages qui reflètent aussi les idées reçues autour de cette population.

Commission Stasi (2003), débats sur l'identité nationale et le voile intégral dans les lieux publics (2009 et 2010)… à chaque crispation autour des enjeux de «communautarisme» ou de «repli identitaire» l'hôpital cristallise l'attention. Lieu ouvert sur la société, et que tout le monde fréquente un jour ou l'autre, *«c'est une caisse de résonnance privilégiée des débats publics»,* estime Dorothée Prud'homme. Forte de cette conviction la chercheuse (lire son interview à Libération.fr) a interrogé, dans le cadre de son travail de terrain pour sa thèse de doctorat, des professionnels hospitaliers dans quatre établissements publics d'Ile-de-France (personnel médical, paramédical, administratif). L'idée directrice était notamment de recueillir une parole libre sur leur perception de la population Rom et leur interprétation des usages que les patients roms font de l'hôpital. (…)

Un troisième type de difficulté est mis en avant par le cadre d'un service d'urgences : *«La règle d'or c'est, pour venir t'enregistrer ici, comme toutes les urgences, il te faut un minimum de papiers, ta carte vitale et une pièce d'identité. Très souvent j'ai pas la pièce d'identité […] et la carte vitale… […] y'en a quelques-unes qui se baladent et […] ils se refilent les cartes. […] Quand tu regardes, j'ai un patient, il est venu la même semaine, pour une grippe, et un problème*

de ventre, et un problème de pied, et un… Tu dis : "Mais c'est pas vous que j'ai vu hier?", "Non, c'est pas moi", "Ah bon, mais pourquoi c'est le même dossier ?", "Ah, vous avez dû vous tromper", "Oui, c'est ça ! C'est bizarre, c'est le même numéro de sécu quand même". Bon, puis y'en a certains qui sont carrément francs avec toi : "J'ai mon cousin qui vient de Roumanie", clairement il a pas de papiers». La peur de se faire expulser pousse ainsi de nombreux étrangers en situation irrégulière à produire des cartes de CMU appartenant à l'un de leur proche dans le but d'obtenir des soins qu'ils ne pourraient payer autrement. Pourtant, comme le répètent tous les professionnels hospitaliers, avec ou sans papier en règle, les services d'urgences accueillent tout le monde.
Finalement ces difficultés ne sont que le reflet de la précarité sociale et économique de la majorité des Roms en France. Une assistante sociale raconte: *«On a eu une famille, c'était très, très compliqué parce que aucun respect des règles de l'hôpital, c'est-à-dire qu'il y a toute la famille qui venait se doucher à la maternité, ils venaient, c'était infernal […] franchement ouais, même nous qui sommes assistantes sociales, on a l'habitude, il y a un moment donné on leur a dit "Non, c'est plus possible" quoi, ils prenaient les urgences pour un accueil de jour, ils venaient là pour se laver les dents, changer le bébé.»* D'autres soignants racontent comment les familles roms demandent à passer la nuit dans la salle d'attente des urgences faute de place au 115. Souvent les soignants comparent les Roms aux SDF ou aux toxicomanes pour leur dépendance vis-à-vis des services de base fournis par l'hôpital, comme les plateaux-repas, l'hébergement ou les soins d'hygiène.
Enfin, la réputation de profiteurs ou de voleurs poursuit les Roms jusqu'à l'hôpital. Alors que les soignants sont nombreux à décrire les Roms comme une population nomade ou vivant dans des «bidonvilles», certains s'étonnent qu'ils ne puissent fournir d'adresse postale et font le lien avec la facturation des soins : *«Souvent malheureusement, [ils] arrivent avec juste une pièce d'identité, en disant "Non, c'est plus ma bonne adresse", donc on se retrouve avec des fausses adresses, et des faux numéro de téléphone, donc après, pour les rappeler si on a un souci et qu'on doit les rappeler, ben voilà, ça arrive malheureusement souvent ça. Pour ne pas payer voilà,*

[ils] donnent une adresse bidon, un téléphone bidon et puis voilà», explique une infirmière du service maternité. (…)
Libération